

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-deuxième Législature, quatrième session

1984, chapitre 3
LOI N° 2 SUR LES CRÉDITS, 1984-1985

Projet de loi 68

présenté par M. Jacques Parizeau, ministre des Finances

Présenté le 27 mars 1984

Principe adopté le 27 mars 1984

Adopté le 27 mars 1984

Sanctionné le 29 mars 1984

Entrée en vigueur: le 29 mars 1984

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 3

Loi n° 2 sur les crédits, 1984-1985

[Sanctionnée le 29 mars 1984]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

5 001 060
141,67 \$
pour
1984-1985

1. Le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 5 001 060 141,67 \$ pour le paiement d'une partie du budget des dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1984-1985, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu.

Cette somme se partage ainsi:

1° 4 793 793 350,00 \$ représentant 1/4 des crédits à voter pour chacun des programmes apparaissant au budget des dépenses du gouvernement pour cette année financière;

2° 104 370 700,00 \$ représentant 4/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 « Évaluation foncière » du ministère des Affaires municipales;

3° 19 604 975,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 « Financement agricole » du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

4° 2 164 700,00 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 « Promotion du loisir socio-culturel » du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

5° 2 336 066,67 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 4 « Promotion de l'activité physique et du sport » du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

6° 4 694 600,00 \$ représentant 4/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 1 « Service général des achats » des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration;

7° 74 095 750,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 6 « Transport scolaire » du ministère des Transports.

Entrée en
vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le 29 mars 1984.